

*Pétrole et gaz du Canada—Loi*

Je parle en tant que député des Maritimes. Je veux dire à quel point je suis inquiet pour la région que je représente. Je le suis tout autant qu'a si bien dit l'être le député de Red Deer (M. Towers) pour la région qu'il représente. Ce que le député de Carleton-Charlotte (M. McCain) a dit ressentir hier à la Chambre pour la région que nous représentons vaut aussi pour moi.

Il est absolument essentiel que nous nous efforcions d'atteindre l'auto-suffisance énergétique en 1990 pour que se développe la région de l'Atlantique. Lorsque nous parlons de politique énergétique nationale et du présent bill qui l'établit, nous devons nous rendre compte qu'il ne peut y avoir de politique énergétique nationale tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral ne conclura pas un accord positif avec les gouvernements provinciaux de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve.

A cause de ce bill, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve auront plus de mal à exploiter les ressources sous-marines qui, de toute évidence, se trouvent au large de leurs côtes. Je songe particulièrement à la mise en valeur de l'île de Sable, au large de la Nouvelle-Écosse, à Hibernia et à d'autres découvertes effectuées au large de Terre-Neuve. Avant de pouvoir parler de politique énergétique nationale, il faut que nous sachions quel arrangement est intervenu entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve au sujet de ces éventuels travaux d'extraction gazière et pétrolière.

Rien de positif ne semble se produire. Dans son discours, le député de Red Deer a signalé qu'à l'heure actuelle, les pertes se présentent ainsi: plus de 131 derricks quitteront le pays cette année, ce qui en laisse 471 pour effectuer les travaux de forage requis si nous espérons atteindre l'auto-suffisance énergétique. Il faudra en outre, il ne faut pas l'oublier, exploiter les terres de l'ouest du Canada, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon si nous voulons réaliser l'autonomie énergétique à laquelle nous aspirons tous.

Si le Canada était un État socialiste, ce que personne, j'en suis sûr, ne souhaite, cette politique serait peut-être efficace. Le gouvernement exercerait un contrôle absolu sur l'économie, comme en Russie et en Pologne, encore que ces deux États ne constituent pas à l'heure actuelle de très bons exemples. Au Canada, le régime de la libre entreprise est le moteur de l'économie. ce n'est qu'en respectant les règles de ce régime que nous parviendrons à l'objectif difficilement réalisable de l'autonomie énergétique.

Le gouvernement Clark cherchait à promouvoir le régime de la libre entreprise de manière à encourager le secteur pétrolier et gazier à exploiter nos ressources. Le but du gouvernement Clark, en ce qui concerne la côte est et le plateau continental, était de prolonger les initiatives provinciales de mise en valeur des ressources pétrolières et gazières. Si l'on avait maintenu cette orientation, les entreprises canadiennes s'intéresseraient maintenant au secteur énergétique dans le but de découvrir les ressources inexploitées. Or, plutôt que de simplifier la situation existante, le gouvernement actuel a proposé des règlements fort complexes sur le pétrole et le gaz naturel.

Le gouvernement a dit à ceux qui œuvrent dans le secteur énergétique qu'il se suffit parfaitement à lui-même. Ceux-ci lui ont répondu qu'ils iraient faire des affaires ailleurs, là où ils peuvent réaliser des profits. Le profit demeure la grande force

qui anime la libre entreprise. C'est cette force qui la détermine à demeurer chez nous ou à s'expatrier. Aujourd'hui, elle préfère l'étranger.

Si l'autarcie énergétique d'ici 1990 est tout à fait sans espoir, c'est à cause de la façon dont le gouvernement traite les Canadiens qui œuvrent au sein des industries gazière et pétrolière, non pas les intermédiaires ou les sociétés multinationales, mais nos concitoyens qui sont la pierre angulaire de nos industries gazière et pétrolière. Nous disons en fait aux entreprises que si elles veulent réaliser des bénéfices, elles devront accepter de quitter le Canada, et que si elles restent et si cette politique entre en vigueur elles peuvent s'attendre à devoir fermer leurs portes ou à faire faillite. C'est là notre opinion du projet de loi à l'étude.

● (1250)

Une délégation d'entrepreneurs associés au secteur du pétrole et du gaz naturel au Canada est venue à Ottawa dans l'espoir de s'entretenir avec des hommes politiques. Il ne s'agissait pas de gros bonnets ou de multimillionnaires, mais de types qui exploitaient par exemple des services de camions-remorques; or, ces personnes sont indispensables à la prospérité de l'industrie pétrolière. Ils m'ont dit que si le gouvernement ne prenait pas de mesures positives qui s'inspirent de l'esprit de la libre entreprise qui a assuré l'essor de l'industrie pétrolière dans l'Ouest, ils étaient finis, à moins d'aller aux États-Unis ou ailleurs.

Or, ils ne pouvaient se résigner à plier bagages pour s'en aller aux États-Unis maintenant, quitte à revenir dans six mois pour reprendre leurs activités lorsque le gouvernement se sera rendu compte des torts qu'il a causés à ce secteur. Par exemple, si 131 derricks quittent le Canada et si nous ne changeons pas le projet de loi à l'étude, il ne faut pas s'attendre à les voir revenir dans une semaine ou un mois. C'est impossible. Ils prennent des engagements de cinq ans. Peu importe ce que nous ferons de ce bill la semaine prochaine, le mois prochain ou l'an prochain; une fois leur décision prise de partir, ils nous quittent. Et nous serons alors dans le pétrin, comme nous le sommes d'ailleurs déjà maintenant. On le voit partout et c'est manifeste.

Revenons un peu aux élections générales de février 1980. Je songe aux débats auxquels nous avons assisté pendant les mois de décembre et janvier. Je revois le premier ministre (M. Trudeau) alors chef de l'opposition, disant aux Canadiens quelle catastrophe le budget Clark représenterait pour eux. Monsieur l'Orateur, si les Canadiens avait la chance aujourd'hui de revenir au budget Clark, je suis convaincu qu'ils éliraient tous les députés conservateurs qui l'appuyaient. Il n'y a pas de doute là-dessus. C'est la meilleure affaire qu'on ait jamais offerte aux Canadiens. Malheureusement, les Canadiens se sont laissé fasciner par la publicité mensongère, les gros mensonges qui leur ont fait croire qu'ils se feraient rouler. C'est précisément ce qui s'est produit dès que le gouvernement actuel a été élu et cela continue. C'est ce qui se passe maintenant, et cela va continuer demain et après-demain. A l'époque de ces élections, comme tous les autres Canadiens, il me coûtait environ \$18 pour faire le plein de ma voiture. Aujourd'hui il m'en coûte \$28. Quand le gouvernement se présentera à nouveau devant les électeurs, nous paierons environ \$75 pour faire le plein.